

# Raymond Ranjeva : « Madagascar est très malade. C'est un échec des élites du pays »

Le Temps (Suisse) 03/06/11

*Juriste malgache, personnalité d'envergure internationale, Raymond Ranjeva décrit le chaos politique dans lequel s'enlise son pays. Devant cette «sortie de crise» qui s'éternise et génère de nouveaux conflits, le professeur dit s'être «mis à la disposition de la Nation» en vue d'élections qui devraient se tenir d'ici à la fin de l'année ou en 2012.*

Depuis la «Révolution orange», le 17 mars 2009, ou le putsch d'Andry Rajoelina, qui a chassé du pouvoir le président Marc Ravalomanana, Madagascar vit l'une des pires crises politiques et économiques de ses 50 ans d'indépendance. Plongée dans l'anarchie et la violence, sans gouvernement reconnu sur le plan international, sans président démocratiquement élu, l'île Rouge s'enfonce dans la misère. Sous l'égide de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) les parties qui se disputent le pouvoir tentent une sortie de crise qui pourrait passer par des élections à la fin de l'année ou en 2012. En août dernier, une personnalité reconnue internationalement, Raymond Ranjeva, professeur de droit public, ancien recteur de l'Université d'Antananarivo, ancien vice-président et juge à la Cour internationale de justice de La Haye de 1991 à 2009, s'est mise «à la disposition de la Nation pour sortir Madagascar de la crise et de son cercle vicieux et suicidaire». Le Temps l'a rencontré à Antananarivo.



**Le Temps: Le président de la Haute Autorité de transition (HAT), Andry Rajoelina, a annoncé l'organisation d'élections à la fin de l'année ou en 2012. Dès lors, votre «mise à la disposition de la Nation» se justifie-t-elle toujours?**

Raymond Ranjeva: Plus que jamais. Je n'ai pas d'ambition personnelle. Ma démarche se fonde sur la conviction que j'ai un devoir à accomplir envers mon pays. Des élections dans les conditions actuelles qui rappellent trop la Côte d'Ivoire ne permettront pas de sortir de la crise. Elles ne sauraient être démocratiques ni crédibles. Il faut d'abord passer par une phase de refondation de la République et d'assainissement du climat. C'est une étape indispensable pour aboutir à une réconciliation nationale.

**- Plus concrètement ?**

- Cela passe par la constitution d'une équipe de transition technocratique, neutre, consensuelle et «inclusive», c'est-à-dire associant toutes les tendances, qui aurait pour première mission le rétablissement de l'Etat de droit. Ensuite, le nettoyage de la législation «scélérate» qui confie, par exemple aujourd'hui, des pouvoirs de police administrative et de police judiciaire au même commandant de circonscription de gendarmerie. Une situation proche des pouvoirs du colonel Massu à Alger durant l'état d'urgence: il s'agit de la confiscation de l'initiative de l'action judiciaire par l'autorité militaire qui agit sur instruction du pouvoir de fait. Nous voulons aussi fonder notre programme sur une base de démocratie participative, dans l'esprit de nos traditions villageoises reposant sur le consensus comme volonté de la communauté ou «fokonolona».

**- Ne craignez-vous pas de subir le même sort que l'Egyptien Mohamed ElBaradei, reconnu sur le plan international, mais non suivi, car sans réseau, dans son propre pays ?**

- Même si j'ai passé 18 ans à l'étranger, j'ai eu d'abord une longue carrière universitaire de 25 ans à Madagascar. On me reconnaît aussi quelque expérience politique, comme la renégociation des Accords de coopération avec la France en 1973, rétablissant la pleine souveraineté malgache; par ailleurs, j'ai connu le journalisme politique en tant que directeur de publication du seul journal d'opinion dans les années 1980, à une époque où la liberté de la presse était étouffée. De plus, je ne suis pas seul, car nous avons formé une équipe autour d'un programme.

**- Il n'en reste pas moins que vous avez été mis en cause dans une mutinerie d'officiers en novembre dernier. On aurait retrouvé chez vous des documents vous impliquant dans une tentative de putsch.**

- C'est une accusation destinée à me compromettre après mon appel à une vraie transition neutre. Le fait est que nous avons imaginé une rencontre à Madagascar entre les représentants de toutes les mouvances, y compris celle de Marc Ravalomanana, le président déchu en exil en Afrique du Sud. Pour cela, il fallait mettre au point un plan assurant la sécurité personnelle de chacun des participants, en l'occurrence les anciens présidents Marc Ravalomanana, Didier Ratsiraka et Albert Zafy. C'est ce plan que l'on a voulu présenter comme une tentative de putsch. Mais ma carrière de juriste plaide pour moi. J'ai été très vite relâché; par contre, le pouvoir a voulu impliquer ma propre fille: elle a été mise en garde à vue durant 36 heures après une perquisition à son domicile qu'on croyait être le mien, puis elle a été condamnée à un mois d'emprisonnement avec sursis précédé d'une détention préventive de 4 jours pour une accusation d'outrage aux forces de l'ordre qui ont perquisitionné chez elle; en outre, elle est actuellement en liberté provisoire, comme moi et pour les mêmes motifs que moi.

**- D'Europe, on ne comprend pas ce qui se passe à Madagascar.**

- Ce pays est malade, profondément. Ce n'est pas seulement une crise politique et économique. C'est une crise morale. Un échec de l'homme et une crise des élites. Cela se traduit par une réticence, voire une obstruction, à l'émergence d'une nouvelle classe politique. Ici la politique n'est pas liée à un programme, mais au clientélisme avec des références régionales. Avec Andry Rajoelina, un ancien DJ que je crois sincère même s'il ne cesse de se contredire, on assiste à l'émergence au pouvoir de la société du spectacle, de la satisfaction immédiate, sans projet. Le but est de s'enrichir le plus vite possible car chacun sait qu'un ministre chasse l'autre. Très vite.

**- On a du mal à nourrir un espoir de sortie de crise.**

- Nous devons y croire. C'est possible si nous parvenons à briser le sentiment d'isolement et d'impuissance. Pour cela nous devons redécouvrir la valeur et la modernité de la solidarité de la communauté malgache et restaurer un cadre institutionnel crédible. Ce qui a été présenté comme la «Révolution orange» de Rajoelina a été confisqué par quelques privilégiés. Dans les pays anglophones, la sortie de crise se fait en respectant le cadre institutionnel. Dans les anciennes colonies francophones, on négocie et remet sans cesse en cause la procédure institutionnelle de sortie de crise. C'est sans fin et sans issue si on ne parvient pas à un accord politique comme en 1991. Voilà pourquoi Madagascar s'enlise. Et les médiateurs ne nous aident pas beaucoup. Au lieu d'une véritable médiation, ils veulent, en effet, imposer un accord favorable à la HAT qu'ils ont négocié entre parties intéressées qui n'étaient pas toutes des protagonistes officiels de la crise malgache au départ. J'espère que la durée de cette crise au moins aura le mérite de rendre tous les acteurs conscients de la nécessité du partage de la responsabilité et de la solidarité.

*Propos recueillis par Yves Petignat, de retour d'Antananarivo*

Source : <http://madalibre.wordpress.com/2011/06/03/raymond-ranjeva-madagascar-est-tres-malade-c%E2%80%99est-un-echec-des-elites-du-pays/>